

DE ROUBAIX-TOURCOING

LE REVEIL ECONOMIQUE NOTRE ENQUETE SUR LE Projet d'augmentation des impôts

L'opinion des Travailleurs Valenciennois

A la suite des nombreuses protestations du monde commercial, industriel et ouvrier, contre le nouveau projet d'impôts élaboré par M. de Lasteyrie, Ministre des Finances, que nous nous sommes attachés au cours de notre enquête, nous l'opinion des travailleurs de la région valenciennaise :

Les Syndicats sont contre toute majoration d'impôt

En réponse à notre enquête, L. Trocmé, secrétaire de l'Union des Syndicats Confédérés de Valenciennes, nous a déclaré :

M. de Lasteyrie, Ministre des Finances, en proposant une surtaxe de 20 % sur tous les impôts directs et indirects, a-t-il réfléchi aux conséquences de cette nouvelle charge de 3 milliards 500 millions qu'il demande aux contribuables de supporter ?

Nous estimons avec les Chambres de Commerce, les industriels et les commerçants, que toute aggravation fiscale actuelle ne peut que compromettre à tout jamais le relèvement du pays.

Il est évident que les commerçants et les industriels — qui paieraient une augmentation de 20 % — la feraient supporter aux consommateurs, et nous pouvons dire sans crainte d'être démenti, qu'elle serait payée au moins 30 % par les consommateurs, c'est-à-dire en majeure partie la classe ouvrière.

C'est la vie encore plus chère et le ma domestique comment la classe ouvrière pourrait le supporter.

Lors de la réunion de la Commission départementale du coût de la vie, le 1er décembre 1921, la Commission a admis les index suivants : Pour Lille, 4,00 ; Douai-Valenciennes, 4,12 ; Cambrai-Avesnes, 3,79 ; Dunkerque-Hazebrouck, 4,02, soit un coefficient moyen de 3,98 pour le département du Nord.

Nous basant sur le budget qui fut établi par la Commission, laquelle déclara, en juin 1921, qu'il fallait pour vivre une somme de 8,44 fr. 25 pour une famille, avec le coefficient 3,98, nous constatons qu'il faut pour cette même famille, en 1922, 33 fr. 60 avec le coefficient 3,98.

Si l'on augmente de 20 à 30 % toutes les marchandises, combien faudrait-il à l'ouvrier pour vivre ?

C'est là, sans nul doute, une source des conflits entre patrons et ouvriers pour des augmentations de salaires ; or, toutes les fois que la classe ouvrière fait semblant de demander, ou accuse les organisations syndicales de vouloir la ruine du pays.

Il n'est-ce pas M. de Lasteyrie lui-même qui affirmait, tout récemment, qu'il était impossible de réclamer au pays un nouvel effort ; mais il faudrait aujourd'hui comme prétexte que ce nouvel effort est nécessaire pour défendre la devise française.

Je ne dois pas outrepasser mes droits de syndicaliste en ajoutant que c'est au moment même où le gouvernement s'engage dans une aventure extérieure en occupant la Ruhr, ce qui est gros de conséquences, de se multiplier de la sorte, le Ministère des Finances prend, à l'initiative d'une proposition fiscale désastreuse pour des ressources du pays en commençant par nous plaquer des impôts.

Je ne puis mieux faire que de citer cette déclaration de M. de F. :

« Vous nous demandez de prendre les mesures nécessaires pour que le débiteur s'exécute. Fort

bien. Mais d'abord, payez les frais de la procédure pour les huissiers et les gardarmes, s. v. p. ! »

Les syndicats sont donc contre ce la nouvelle taxe et en nous adressant aux parlementaires, nous leur disons : « Si vous voulez cet impôt qui va augmenter une fois ou deux les charges de la classe ouvrière, réfléchissez à l'impact que vous allez accomplir. Car, cette fois, la classe ouvrière saurait s'en souvenir. »

L'avis des métallurgistes

Intervenant au sujet du projet de Lasteyrie, Hurez, secrétaire du Syndicat des Ouvriers Métallurgistes de Valenciennes et environs, s'est exprimé ainsi :

Ainsi donc, de par la grâce de notre grand argentier, M. de Saint Lasteyrie, nous voici menacés d'une augmentation générale de 20 % sur tous les impôts. C'est le plus clair bénéfice de la mirifique opération tentée par M. Poincaré et son Bloc National : je veux parler de l'occupation de la Ruhr par nos troupes et nos ingénieurs, au seul profit de quelques gros métallurgistes.

Examinons donc un peu, au point de vue strictement ouvrier, les répercussions que cette augmentation d'impôts va faire peser sur les salaires des ouvriers, qui fournissent le plus clair des revenus de la classe ouvrière, par les impôts de consommation qui grèvent déjà si lourdement leurs maigres budgets.

Il y a déjà déséquilibre entre le coût de la vie et les salaires actuellement payés aux ouvriers. Depuis six mois, une hausse générale, que nous pouvons fixer sans exagération à 20 %, a frappé toutes les denrées : les salaires sont cependant restés stationnaires et n'ont pas suivi la même progression. Ce déséquilibre est encore aggravé par l'état de notre change.

Or, que, demain, les impôts soient frappés d'une augmentation de 20 %, c'est une hausse formidable du coût de la vie en perspective. Quelle sera alors la situation de la classe ouvrière, dans certaines familles, la gêne est installée au foyer : la viande est considérée comme un aliment de luxe qui rentre rarement à la maison ; la lingerie et les vêtements sont rares. Veut-on, alors, réduire le prélèvement français au régime de sous-alimentation qui est le lot des peuples allemand et autrichien ?

Le budget est en déficit, dites-vous ? Supprimez donc une bonne partie de la totalité des dépenses improductives, par exemple les budgets de la guerre et de la marine. Pourquoi tous ces hommes sous les armes, pourquoi les militaires demandés pour la réduction des armements et la construction des cuirassés ? Pourquoi les expéditions militaires de Rhénanie, de Syrie, du Maroc et d'ailleurs, où les milliards s'engloutissent au fur et à mesure, sans aucun profit pour le contribuable et au seul bénéfice de quelques requins ?

Nous sommes le gendarme de l'Europe et cela nous coûte cher.

Pour nous, syndicalistes, c'est un épisode de la lutte de classes que d'aucuns voudraient nier, et nous devons continuer à nous battre et à nous organiser, nous dirons alors à nos camarades de se retourner contre le patronat capitaliste pour obtenir des salaires leur permettant de vivre et de résister, et au nous soulevés à la production, afin de faire alors la dégringolade de la production.

(A suivre).

MARCEL CACHIN A ÉTÉ ARRÊTÉ

Convoqué chez le Juge d'instruction, il fut ensuite écroué

Paris, 20. — Convoqué par le juge d'instruction, M. Jousset, Marcel Cachin est arrivé au Palais de Justice en taxi auto à 4 h. 30, accompagné de sa femme. Il est resté au buffet du Palais où l'attendaient plusieurs amis avec qui il a conféré pendant une demi-heure.



MARCEL CACHIN (Photo Manuel).

A 5 heures, il s'est rendu au Cabinet du Juge, suivi de nombreux photographes.

Introduit devant M. Jousset, Marcel Cachin a protesté, tant en son nom qu'au nom de ses amis poursuivis, contre l'accusation portée contre lui de crime contre la sûreté extérieure de l'Etat, il était accompagné de Me André Berthoin.

A 5 h. 30, Marcel Cachin a quitté le cabinet du juge accompagné de deux inspecteurs qui l'ont conduit à la Santé où il a été écroué.

Un aventurier a été arrêté au couvent

A HESDIN, ON VOYAIT EN LUI UN ESPION ET PLUSIEURS DELITS LUI SONT REPROCHÉS.

Paris, 20. — On annonce que la sûreté générale vient d'arrêter au couvent des pères Lazaristes, 95, rue de Sévres, à Paris, un aventurier hongrois, Baracs Cora. Entré en religion de bonne heure, Cora n'avait pas tardé à jeter son froc aux orties et avait mené une vie d'expéditions et d'aventures. Il était connu en France sous des noms divers : Baracs Victor, Delour, Lambert. En octobre 1914, il avait été arrêté, à Hesdin, pour espionnage. Relâché, faute de preuve, il avait été envoyé dans un camp de concentration, d'où il s'échappa. Il encourut en décembre une condamnation à un an de prison et 300 francs d'amende pour infraction à la loi sur les étrangers.

C'est sous le nom de Victor Bédé qu'il était entré à nouveau en religion. Il prend son vrai nom en France avec une mission de ses supérieurs. Baracs est inculpé d'usage de faux passe-ports et de fausse déclaration d'étranger.

MON CINÉ

LES BAISERS Quand ils sont bien donnés...

QUEST-CE qu'un baiser ?

Oui, oui, je sais, vous avez lu « Cyranos de Bergerac » et, dans vos cerveaux amoureux, les jolies définitions d'Edmond Rostand chantent encore.

Un baiser, c'est pour vous, « un serment fait d'un peu plus près », « un aveu qui veut se confirmer », « une façon d'un peu se respirer le cœur et de goûter, aux bords des lèvres, l'âme », « un point rose qu'on met sous l'œil du verbe aimer ».

Oui, si bien, mettez une sourdine à vos transports, et entendez, maintenant, la voix du célèbre professeur Lewis, de Chicago : « Le baiser, déclare-t-il, est le véhicule ordinaire de toutes les maladies contagieuses : typhoïde, variole, tuberculose, syphilis, etc. Ne baissez pas une personne sur la bouche, c'est une question de vie ou de mort ».

C'est dur, c'est pénible. Attendez, le docteur Lewis fait une exception à sa règle d'hygiène. Il permet encore le baiser sur la bouche, mais sous une certaine « réserve », si l'on s'exprime ainsi. Il ajoute, en effet : « Lorsqu'on s'embrasse, on ne peut le faire impunément, que si l'on réussit à produire une chaleur assez élevée — cent degrés Fahrenheit — pour tuer les microbes les plus dangereux. Cette chaleur est atteinte, quand on fait venir des cloques aux lèvres ».

Des cloques aux lèvres ! Parbleu, nous sommes tous assez ardents et nos baisers sont assez brûlants pour en produire ; seulement, seulement, il y a un malin... Que les mariés qui trompent leur femme (il y en a) et que les femmes qui trompent leur mari (il y en a aussi) s'embrassent de cette façon et rentrent au logis avec des cloques aux lèvres. Quels beaux scandales en perspective !

Ah ! ce docteur Lewis est un terrible homme. Cependant, croyez-moi, je suis convaincu qu'il ne réussira pas à tuer le baiser et qu'on s'embrassera toujours, même sans cloques. L'amour y gagnera au surplus la sûreté, car, c'est sans « chicou » que l'amant qui l'embrasse pourra dire : « Je meurs sous tes baisers ».

Par Interim : NAVA-PACHA.

Il faudra aux Alliés de la patience pour venir à bout de la résistance du Reich

Des associations secrètes se constituent à Essen, Bochum, Dortmund, etc.; des grèves ont éclaté et Berlin prêche la rébellion contre les Alliés :::

Les réquisitions de la France et de la Belgique ont commencé dans la Ruhr mais l'obstruction des allemands se constate chaque jour plus effective. Une véritable offensive est dirigée ainsi que nous le disions hier, à Münster, par le Ministre des Finances du Reich, M. Hermanns. On ne voit le gouvernement de nos ex-alliés tenir à se tenir auprès de ses sujets que les nécessités de l'heure obligent à rester en pays occupé. De Münster, M. Hermanns leur donnera toutes les directives possibles pour faire échouer la France et la Belgique dans leur entreprise et cela suivant un plan méticuleusement étudié à Berlin. Les difficultés vont se multiplier, peut-être les Alliés pourront-ils les surmonter ? En tous cas, il leur faudra de la patience pour venir à bout de la résistance allemande, de la patience, comme au temps de la guerre de tranchées.

La propagande nationaliste dans les pays occupés

Essen, 20. — Les agents nationalistes continuent leur propagande dans toutes les villes nouvellement occupées. On signale l'apparition de quelques éléments particulièrement indésirables de l'ancienne brigade Ehrhard.

Les Hémétiens se sont émus. Des associations « des étudiants et de jeunes bourgeois » se constituent activement à Essen, à Bochum et à Dortmund, leur centre paraît être à Hamborn.

Un certain baron Trauffler, ancien major des armées allemandes, dirige, dans ces organisations, une activité et un zèle qui pourraient lui valoir bientôt quelques petits désagréments.

On annonce d'autre part qu'un grand nombre d'armes, revolvers, fusils, grenades, etc., sont cachés sur tout le territoire de la Ruhr et que les autorités militaires alliées surveillent de près les mouvements des agriculteurs.

Une attaque serait préparée contre les troupes alliées

Londres, 20. — Plusieurs journaux publient des nouvelles annonçant que les autorités alliées dans la Ruhr auraient appris que des organisations secrètes allemandes préparaient une attaque contre les troupes alliées d'occupation.

Une sentinelle française a tué un Allemand Elle avait été menacée par plusieurs civils

Düsseldorf, 20. — On apprend qu'un grave incident s'est produit cette nuit à Langendres, près de Dortmund. Une sentinelle française ayant été menacée par des civils allemands, a fait usage de son arme.

Un Allemand a été tué. On ne possède aucun détail sur les circonstances dans lesquelles s'est produit cet incident.

L'appel de Berlin à la désobéissance des fonctionnaires et employés

Düsseldorf, 20. — Une nouvelle proclamation du gouvernement d'Empire et des gouvernements d'Etat, déclare illégales toutes les salaires effectués par les alliés et incite les fonctionnaires à s'y pas obéir.

D'autre part, un manifeste du président Cuno et des présidents des conseils de Prusse, de Bavière et d'Oldenburg déclare que tous les ordres donnés aux employés allemands par les autorités françaises dans la Ruhr, en vue de poursuivre leur action, sont illégaux.

Cinq représentants de la firme Thyssen ont été arrêtés

Essen, 20. — Cinq représentants de la maison Thyssen, à Essen, convoqués ce matin par les autorités d'occupation, ont été arrêtés dès leur arrivée et conduits à Düsseldorf.

Le directeur de la poste d'Essen est incarcéré

Le directeur de la poste d'Essen, n'ayant pas voulu se soumettre aux ordres des autorités militaires en ce qui concerne le fonctionnement des télégraphes, a été arrêté et incarcéré ce matin.

Un déplacement de troupes allemandes vers la Ruhr

Kattowitz, 20. — On signale que des éléments de l'Orghesch auraient quitté la région pour se rendre dans la Ruhr.

Les cheminots de la Ruhr se sont mis en grève

Essen, 20. — La grève des transports de charbon par voie ferrée dans la Ruhr est commencée, mais pas complète. Des manœuvres ont été prises aussitôt par les autorités militaires. La réquisition du matériel a été généralisée et des sections de chemin de fer de campagne vont être réparties dans le bassin pour parer aux déficiences qui pourraient se produire dans le personnel.

La cavalerie et l'infanterie alliées occupent les gares

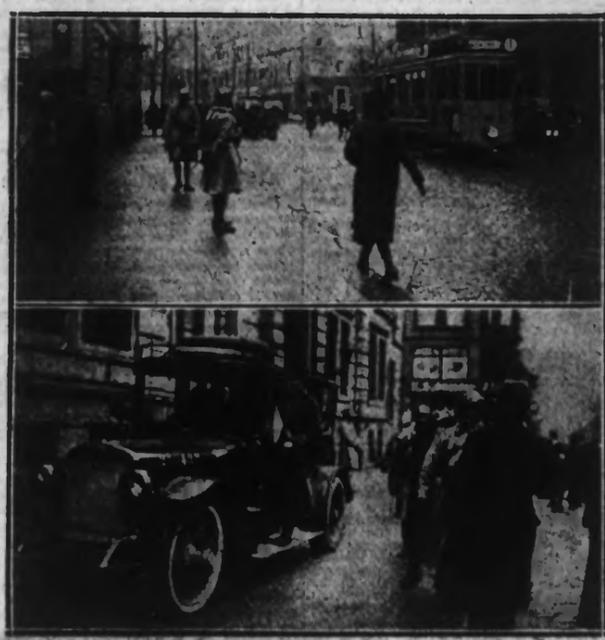
Essen, 20. — Les gares de transports de charbon par voie ferrée dans la Ruhr sont occupées, mais pas complètement. Des manœuvres ont été prises aussitôt par les autorités militaires. La réquisition du matériel a été généralisée et des sections de chemin de fer de campagne vont être réparties dans le bassin pour parer aux déficiences qui pourraient se produire dans le personnel.

Des employés de la Reichsbank ont quitté le travail

Par suite de l'occupation militaire de la succursale de la Reichsbank d'Essen, les employés se sont mis en grève samedi matin et ont quitté le travail. A la suite de cet incident, les banques privées ont également fermé leurs guichets dans la matinée.

Le mouvement effectif

Düsseldorf, 20. — Les Syndicats de cheminots du Reich ont, au cours d'une réunion



En haut : L'OCCUPATION DE BOCHUM PAR LES TROUPES FRANÇAISES. En bas : UN GENERAL FRANÇAIS PARTANT EN INSPECTION EN AUTO AVEC UN AGENT DE LA POLICE VÉTÉRÉ SUR LE MARCHÉ-PIED. (Photo Dranger)

Une grève mondiale Elle serait déclarée le 31 janvier

Londres, 20. — La Fédération internationale des Trade-Unions a invité les comités des Internationales de Londres et de Vienne à se réunir à Amsterdam, le 23 janvier, afin de discuter la situation dans la Ruhr.

D'autre part, le Comité exécutif de l'Internationale a lancé un appel demandant au comité exécutif des Internationales de Londres, Vienne et Berlin, de déclarer une grève générale dans tous les pays, le 31 janvier prochain, pour protester contre l'action française dans la Ruhr.

L'appel est daté de Berlin, 16 janvier.

LETTRÉ D'ALLEMAGNE OCCUPÉE

Une visite à la « Kanonenstadt »

Les chantiers Krupp, qui couvrent plus de six cents hectares de superficie, forment la plus formidable agglomération industrielle du monde :: :: :: :: ::

Chez Krupp on avait ou fabriqué 600 canons par mois et... ou...

...maintenant on fabrique du matériel de chemin de fer



(DE NOTRE ENVOYE SPÉCIAL)

Essen, 19. — Il est peu de Français qui ne connaissent, au moins de nom, les formidables chantiers Krupp, qui, pendant les quatre années de guerre, ont fourni les armées des puissances centrales en artillerie, en cuirassés, en sous-marins, en tôles de blindage, en munitions et en matériaux de toutes sortes.

Située au nord-est de la ville, telle une pieuvre insatiable, aux multiples tentacules, la colossale usine s'est développée d'année en année depuis sa fondation, avec une rapidité de croissance presque américaine.

Aujourd'hui, elle absorbe à elle seule la majeure partie de la capitale de la Ruhr et de ses faubourgs.